



ET SI ON ARRÊTAIT DE BANQUER ?

Les dirigeants européens au service du grand capital

Par **Éric Toussaint**

Quel est le bilan de la BCE du point de vue des élites ?

Mettons-nous un instant à la place du 1% le plus riche afin d'apprécier l'action de la BCE. Le discours officiel martèle que la BCE a réussi la transition entre son ancien président le français Jean-Claude Trichet et le nouveau, Mario Draghi¹, ancien gouverneur de la Banque d'Italie et ancien vice-président de Goldman Sachs Europe. La BCE et les dirigeants des principaux pays européens sont parvenus à négocier une opération de

réduction de la dette grecque en convainquant les banques privées d'accepter une décote de leurs créances d'environ 50% et en obtenant du gouvernement grec qu'il s'engage dans un nouveau plan d'austérité radicale comprenant des privatisations massives et qu'il accepte de renoncer à une partie très importante de la souveraineté du pays. A partir de mars 2012, des envoyés de la Troïka se sont installés de manière permanente dans les ministères à Athènes afin de contrôler de près les comptes de l'État. Les nouveaux prêts à la Grèce passent dorénavant par un compte directement contrôlé par les autorités européennes, qui peuvent donc le bloquer. Cerise sur le gâteau, les nouveaux titres de la dette grecque ne sont plus de la compétence des tribunaux grecs, les

¹ Mario Draghi est devenu président de la BCE le 1er novembre 2011.

nouvelles obligations émises dans le cadre de ce programme sont de droit anglais et les litiges entre l'État Grec et les créanciers privés seront arbitrés au Luxembourg².

Ce n'est pas tout : sous la pression de la BCE et des dirigeants européens, le gouvernement Pasok de Georges Papandréou, très soumis mais de plus en plus impopulaire, a été remplacé sans élection par un gouvernement d'unité nationale Nouvelle Démocratie – Pasok, avec une place clé attribuée à des ministres provenant directement des milieux bancaires. On peut compléter le tableau de la situation par trois autres bonnes nouvelles pour la BCE et les dirigeants européens : 1. Silvio Berlusconi a été contraint à la démission et a été remplacé par un gouvernement de techniciens, à la tête duquel figure Mario Monti, ancien commissaire européen très proche des milieux bancaires et capable d'imposer aux Italiens un approfondissement des politiques néolibérales³. En Espagne, le chef du

gouvernement en place depuis quelques mois, Mariano Rajoy, du Parti populaire, est prêt à radicaliser lui aussi la politique néolibérale de son prédécesseur, le socialiste José Luis Zapatero. 3. Les dirigeants européens⁴ sont arrivés à se mettre d'accord sur un pacte de stabilité qui va couler dans le marbre l'austérité budgétaire, l'abandon par les États membres d'un peu plus de leur souveraineté nationale et une dose supplémentaire de soumission à la logique du capital privé. Enfin, le Mécanisme européen de stabilité (MES) va bientôt entrer en action et permettra de mieux venir en aide aux États et aux banques⁵ dans les prochaines crises bancaires qui ne manqueront pas de se produire ainsi qu'aux États membres peinant à se financer.

Ces différents exemples montrent que les dirigeants européens au service du grand capital réussissent à marginaliser un peu plus le pouvoir législatif en passant outre les choix des électrices et des électeurs. Par ailleurs, où est la démocratie si les électrices et les électeurs qui souhaitent refuser massivement l'austérité n'ont plus la possibilité de l'exprimer par leur vote, ou lorsque le sens politique du vote

2 Voir <http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise>.... Voir aussi Alain Salles et Benoît Vitkine, « Fatalisme face à un sauvetage échangé contre une perte de souveraineté », Le Monde, 22 février 2012, <http://www.forumfr.com/sujet448690-...>

3 Mario Monti, premier ministre depuis le 13 novembre 2011, a été nommé sénateur à vie par le Président de la République Giorgio Napolitano. À l'occasion de sa nomination, il a quitté différents postes de responsabilité : la présidence de la plus prestigieuse université privée italienne, la *Bocconi*, et celle du département Europe de la *Trilatérale*, un des plus importants cénacles de l'élite oligarchique internationale, sa participation au comité de direction du puissant club *Bilderberg* et la présidence du think tank néolibéral *Bruegel*. Monti était conseiller international de Goldman Sachs de 2005 au 2011 (en qualité de membre du *Research Advisory Council du Goldman Sachs Global Market Institute*), il a été nommé commissaire européen au Marché intérieur (1995-1999) puis commissaire européen à la Concurrence à Bruxelles (1999-2004). Il a été membre du *Senior European Advisory Council* de Moody's, conseiller de Coca Cola, il est encore un des présidents du *Business and*

Economics Advisory Group de l'*Atlantic Council* (un think tank américain qui promeut le leadership US) et fait partie du præsidium de *Friends of Europe*, think tank influent basé à Bruxelles.

4 A l'exception du Royaume-Uni et de la République tchèque.

5 Lors d'un sommet européen réuni le 21 juin 2012, il a été décidé que le MES serait également utilisé pour sauver des banques. A l'époque, cela a été présenté par Mariano Rajoy comme une victoire permettant à l'Espagne d'échapper à de nouvelles conditionnalités imposées par la Commission européenne ou par la Troïka. Rajoy a expliqué que l'aide qui serait octroyée par le MES aux banques espagnoles ne serait pas comptabilisée dans la dette publique espagnole, ce que les dirigeants de plusieurs pays de la zone euro (Allemagne, Pays-Bas, Finlande...) ont contesté, tout comme le FMI. A la fin novembre 2012, il n'y avait toujours pas de consensus sur cette question.

exprimé est annulé au motif que le choix n'est pas celui des gouvernants, comme en 2005 en France et aux Pays-Bas après le non au Traité pour une constitution européenne, comme en Irlande et aux Portugal après les élections de 2011, comme en France et aux Pays-Bas, de nouveau, après les élections de 2012. Tout est mis en place pour que la marge de manœuvre des gouvernements nationaux et des pouvoirs publics soit limitée par un cadre contractuel européen de plus en plus contraignant. Il s'agit là d'une évolution très dangereuse, à moins bien sûr que des gouvernements appuyés par leur population décident de désobéir.

Si on se met ainsi un instant à la place de Mario Draghi, des principaux dirigeants européens et des banques, on peut dire qu'en mars-avril 2012, ils ont de quoi être heureux. Tout semble réussir.

Les limites des succès de la BCE et des gouvernants européens

Les nuages noirs arrivent ensuite. Cela se complique à partir de mai 2012 quand Bankia, la 4e banque espagnole dirigée par l'ancien directeur général du FMI Rodrigo de Rato, se retrouve en faillite virtuelle. Selon les sources, les besoins des banques espagnoles en termes de recapitalisation varient entre 40 et 100 milliards d'euros, et Mariano Rajoy qui ne veut pas faire appel à l'aide de la Troïka est dans une posture très difficile. S'ajoute à cela le fait que sur le plan international se succèdent plusieurs scandales bancaires. Celui concernant la manipulation du Libor, le taux interbancaire à Londres, est le plus retentissant et implique une douzaine de grandes banques. Il vient s'ajouter aux agissements coupables de HSBC en matière de blanchiment d'argent de la drogue et d'autres négoce criminels.

En France, une majorité des électeurs ne veut plus de Nicolas Sarkozy. François Hollande est élu le 6 mai 2012, mais ce n'est pas vraiment inquiétant pour la finance internationale car on peut compter sur le pragmatisme des socialistes français comme des autres partis socialistes d'Europe pour poursuivre l'austérité. Même s'il faut toujours se méfier du peuple français, très enclin à divers débordements et susceptible de croire qu'il faut un véritable changement.

En Grèce, la situation est plus contrariante pour la BCE car Syriza, la coalition de gauche radicale qui promet d'abroger les mesures d'austérité, de suspendre le remboursement de la dette et de braver les autorités européennes, risque de remporter une victoire électorale. Pour les tenants de l'austérité européenne, il faut empêcher cela à tout prix. Le soir du 17 juin 2012, c'est le soulagement à la BCE, au siège des gouvernements européens et dans les conseils d'administration des grandes entreprises : le parti de droite Nouvelle Démocratie devance Syriza. Même le nouveau président socialiste français se réjouit du résultat du scrutin. Et le lendemain, les marchés respirent. On peut continuer la route de l'austérité, de la stabilisation de la zone euro et de l'assainissement des comptes des banques privées.

La suite de l'année 2012 et le début de l'année 2013 ont montré qu'une majorité de citoyens rejetait l'option des gouvernants : échec cinglant de Mario Monti aux élections italiennes début 2013, rejet des politiques d'austérité par la population des Pays-Bas, échecs électoraux répétés de la majorité d'Angela Merckel dans les élections régionales, soulèvement populaire en Bulgarie aboutissant à la démission du gouvernement pro-austérité, chute de popularité de Mario Rajoy en Espagne, du gouvernement portugais, de François Hollande,... Malgré cela la commission et les gouvernements européens ne changent pas de cap. L'opinion populaire ne compte pas.